



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Prouvy, le 22/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LIDL

Parc Activités Actipôle de l'A2
59554 Sailly-lez-Cambrai

Références : 2024-V1-248
Code AIOT : 0007004604

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/05/2024 dans l'établissement LIDL implanté Parc Activités Actipôle de l'A2 59554 Sailly-lez-Cambrai. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LIDL
- Parc Activités Actipôle de l'A2 59554 Sailly-lez-Cambrai
- Code AIOT : 0007004604
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entrepôt logistique est situé sur les communes de SAILLY-LEZ-CAMBRAI et SANCOURT dans le département du Nord (59), au sein de l'Actipôle A2. L'environnement immédiat est composé de bâtiments à usage d'activités industrielles, artisanales, de bureaux et de services comportant ou non des installations classées.

Les habitations les plus proches sont situées à environ 800 m au Nord-Ouest et 700 m au Sud-Ouest du site.

Le site, qui occupe une surface de 102972 m², exploité par LIDL est un entrepôt de volume disponible maximal de 410 000 m³ pouvant stocker une quantité maximale de 22 000 tonnes de matières combustibles.

L'entrepôt, avant extension, est constitué de cellules de stockage et d'un pool palettes et est organisé de la manière suivante :

- 7 cellules de stockage de surface inférieures à 6 000 m² dont 1 cellule de 5 999 m² à température ambiante, 4 cellules de 5957 m² à température ambiante, 1 cellule de 4 657 m² en froid positif et une chambre froide isolée de 1 567 m² (froid négatif) ;
- 1 pool de palettes ;
- 1 local de charge de 837 m² en façade Est.

Le site est régi par un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 23 mars 2010, complété par arrêté préfectoral complémentaire du 21 avril 2020.

Un arrêté préfectoral complémentaire en date du 08 décembre 2021 vient encadrer le projet d'extension du site qui a consisté à :

- l'ajout d'une chambre froide négative aménagée pour le stockage de produits alimentaires (cellule 8) et l'implantation d'une salle des machines pour les installations de production de froid de cette extension,
- l'ajout de 5 portes de quais au niveau de la nouvelle zone de quais +2°C ainsi créée,
- l'ajout d'un local de pause.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Gestion des effluents	Arrêté Préfectoral du 23/03/2010, articles 4.3.1 et 4.3.5.1 Arrêté ministériel du 11/04/2017, article 1.6.4	Propositions de mise en demeure, respect de prescription	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
3	Dispositifs de confinement des eaux d'extinction incendie	AP Complémentaire du 08/12/2021, article 7.7.9	Propositions de mise en demeure, respect de prescription	Action corrective	1 mois
12	Détection automatique d'incendie - vérification périodique	AP Complémentaire du 08/12/2021, article 7.8.3	Propositions de mise en demeure, respect de prescription	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Emissions sonores	AP Complémentaire du 08/12/2021, article 6	Susceptible de suites	Sans objet
4	Stockage des aérosols	AP Complémentaire du 23/03/2010, article Article 8.5.1.1. Règles d'implantation	Proposition d'APMD	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Voie «engins »	AP Complémentaire du 08/12/2021, article 7.9.3	Proposition d'APMD	Sans objet
6	Aire de mise en station des moyens aériens	AP Complémentaire du 08/12/2021, article 7.9.4.1	Proposition d'APMD	Sans objet
7	Aire de stationnement des engins	AP Complémentaire du 08/12/2021, article 7.9.4.2	Proposition d'APMD	Sans objet
8	Dispositions constructives	AP Complémentaire du 08/12/2021, article 7.5.2	Proposition d'APMD	Sans objet
9	Compartimentage	AP Complémentaire du 08/12/2021, article 7.5.3	Proposition d'APMD	Sans objet
10	Local de charge et local froid de l'extension	AP Complémentaire du 08/12/2021, article 9	Proposition d'APMD	Sans objet
11	Désenfumage	AP Complémentaire du 08/12/2021, article 7.9.6	Susceptible de suites	Sans objet
13	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 08/12/2021, article 7.9.8	Susceptible de suites et Proposition d'APMD	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 08/06/23 avait donné lieu à une proposition de mise en demeure sur plusieurs points. Au jour de l'inspection, cette proposition de mise en demeure n'avait pas encore été signée et notifiée à l'exploitant.

Les constats de la présente inspection mettent en évidence que certaines non-conformités relevées lors de l'inspection du 08/06/23 n'ont pas fait l'objet d'actions correctives. D'autres ont été corrigées. De ce fait, la proposition de mise en demeure faite à l'issue de l'inspection du 08/06/23 est remplacée par la présente proposition.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2010, article 4.3.1 et article 4.3.5.1 – Arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510- article 1.6.4

<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des effluents</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/06/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite qui avait été actée : proposition d'APMD non signée au jour de l'inspection • échéance qui avait été proposée : 4 mois
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>APAdu 23/03/2010</u> Article 4.3.1 L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents visées à l'article 4.3.5.</p> <p>Article 4.3.5.1. Identification des effluents Les différents effluents issus de l'installation sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • rejet n° 1 : les eaux pluviales de toitures non susceptibles d'être polluées, • rejet n° 2 : les eaux pluviales issues des voiries légères et des voiries lourdes susceptibles d'être polluées • rejet n° 3 : les eaux vannes domestiques (eaux vannes des sanitaires, lavabos, douches, nettoyage des sols de l'entrepôt...); <p>AM du 11/04/17 – article 1.6.4 Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.</p> <p>Constats :</p> <p><u>Constats de la visite d'inspection du 08/06/23</u></p> <p>2 nouveaux séparateurs à hydrocarbures ont été mis en place suite aux travaux d'extension, ainsi que 2 vannes de barrage (une en sortie de bassin et l'autre près du local TGBT). Ceux-ci n'étaient pas prévus dans le dossier initial. A noter la présence d'un panneau à proximité du local TGBT indiquant la présence d'un séparateur d'hydrocarbures, présence non répertoriée sur les plans transmis.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que les eaux pluviales de l'extension transitaient par le nouveau bassin de rétention des eaux pluviales mais sans y être stockées. L'exploitant a transmis suite à l'inspection un plan des réseaux. La gestion des eaux pluviales de la partie extension est la suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Arrivée des eaux pluviales de toiture et voiries dans le bassin ; • Pompage, passage par la pompe de relevage et le séparateur d'hydrocarbures ; • Rejet dans le réseau eaux pluviales existant. <p>Or, le dossier de porter à connaissance de l'extension prévoyait les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les eaux pluviales de voiries et de toiture seront toujours collectées séparativement ; • les eaux pluviales de toiture, exemptes de pollution, seront collectées et rejetées vers le réseau public : elles rejoindront le point de rejet existant à l'Est ; • les eaux pluviales des voiries et parkings transiteront par les séparateurs d'hydrocarbures déjà présents sur le site, avant rejet dans le domaine public. <p>Les plans montrent qu'au niveau de l'extension, les eaux pluviales de toiture et de voiries sont collectées ensemble.</p> <p>Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.</p> <p><u>Constats de la visite d'inspection du 24/05/24</u></p>

Le principe de gestion des eaux pluviales est le suivant :

Les eaux de pluie des toitures et des voiries sont collectées par une seule et même canalisation puis sont dirigées vers un bassin étanche qui sert également de rétention des eaux d'extinction d'incendie.

L'exploitant indique que cette solution permet d'éviter un double réseau et l'économie de canalisations propres d'une part aux eaux de pluie des toitures et d'autres aux de pluie des voiries.

Les eaux pluviales de ruissellement de l'aire de dépotage sont collectées par une bouche d'égout et traitées par un séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans le collecteur EP principal.

Les eaux pluviales collectées dans le bassin sont pompées en continu par une pompe de relevage. Elles transitent alors par un deuxième séparateur à hydrocarbures avant rejet dans le réseau existant.

Or, les réseaux des eaux pluviales de toiture et de voiries étant collectifs, les prescriptions réglementaires de l'APA du 23/03/10 et de l'AM 1510 ne sont pas respectés.

La mise en demeure sur ce point est donc toujours d'actualité. Une nouvelle inspection aura lieu afin de récoiler la mise en demeure sur ce point lorsque les délais seront échus.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Emissions sonores

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/12/2021, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Emissions sonores

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suite qui avait été actée : susceptible de suites
- échéance qui avait été proposée : 2 mois

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalisera une campagne de mesures de bruit dans un délai de 3 mois à compter de la mise en service de l'extension de l'entrepôt.

Si cette campagne met en évidence des non-conformités, celle-ci sera accompagnée d'un plan d'action précisant la ou les solution(s) technique(s) susceptible(s) d'être mise en œuvre par l'exploitant, ainsi qu'un échéancier relatif à la réalisation des travaux correspondants.

Les niveaux acoustiques à respecter sont définis au chapitre 6.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 mars 2010.

Constats :

Constats de la visite d'inspection du 08/06/23

La campagne sonore prescrite n'a pas été réalisée. La mise en service de l'entrepôt datant du 17 avril 2023, l'échéance n'est pas dépassée.

FSS 1. Il est demandé de transmettre la campagne sonore prescrite par l'APC du 08/12/2021.

Constats de la visite d'inspection du 24/05/24

La campagne de mesures de bruit a été réalisée du 29 au 30 juin 2023. Cette campagne met en évidence 2 non-conformités en limite de propriété, aux points 2 (limite de propriété Ouest) et 4 (limite de propriété du site en vis-à-vis des quais de réception) en période nocturne.

Le rapport indique que les dépassements constatés sont dus :

- point 2 : au bruit lié au fonctionnement des groupes froids temporaires installés au niveau des quais d'expédition du site et au stationnement moteur et groupe froid allumés des poids lourds au niveau des quais d'expédition.
- Point 4 : au bruit engendré par l'arrêt des poids lourds moteur et groupe froid allumés au niveau de l'accueil des chauffeurs et au niveau des quais de déchargement.

L'exploitant a indiqué que lors de cette campagne de mesures, les travaux sur le site n'étaient pas terminés.

L'exploitant a transmis par courriel du 31/05/24, le bon de commande pour une nouvelle campagne sonore, les travaux étant terminés sur le site.

Le rapport de cette campagne a été transmis par courriel du 03/07/24. Il ne fait pas apparaître de non-conformité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositifs de confinement des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/12/2021, article 7.7.9

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de confinement des eaux d'extinction incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite qui avait été actée : proposition d'APMD non signée au jour de l'inspection
- échéance qui avait été proposée : 1 mois

Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Les eaux susceptibles d'être polluées doivent être collectées de manière gravitaire avant confinement. Tout moyen doit être mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume de confinement disponible sur le site doit être au moins égal à 1 790 m³. Ce confinement est assuré par :

- les quais de chargement (quais de réception : 575 m³ ; quais d'expédition : 932 m³ ; quais pool palettes : 143 m³, quais nouvellement aménagés au niveau de l'extension (63 m³)). La hauteur d'eau retenue ne dépassera pas 20 cm ;
- un bassin de rétention étanche qui sera aménagé en partie Ouest (volume du bassin : 300 m³).

Les quais de chargement extérieur sont étanches aux produits susceptibles d'être recueillis. Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation.

Le bassin de rétention est équipé d'une vanne de barrage, dont la fermeture est asservie à la détection de l'incendie. Cette vanne peut également être fermée manuellement.

Les dispositifs d'isolement sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par les écoulements issus des bassins de confinement.

Les réseaux d'assainissement destinés à véhiculer les eaux d'extinction et les produits collectés en cas d'incendie vers les quais sont conçus de façon à résister aux agressions physiques et chimiques des fluides véhiculés.

Les eaux confinées doivent ensuite être traitées pour être rejetées conformément aux dispositions du titre 4 du présent arrêté. A défaut, ces eaux seront évacuées pour être éliminées comme déchet dans une filière dûment autorisée à cet effet.

Les réseaux de collecte des eaux pluviales susceptibles de recueillir ces eaux sont munies de dispositifs d'obturation définis à l'article 4.3.5.2.1. relative aux eaux pluviales de toiture. Les vannes d'obturation sont à fonctionnement manuel et automatique.

Constats :

Constats de la visite d'inspection du 08/06/23

Le plan des réseaux présenté lors de l'inspection indique bien la présence du bassin de 300 m³. Par ailleurs, la visite terrain a permis de mettre en évidence la présence de ce bassin.

Lors de la visite terrain, il a été constaté la présence de 2 vannes de barrage, l'un à proximité du bassin avec présence d'un volant manuel et une seconde vanne à proximité du local TGBT.

La seconde vanne de barrage située près du local TGBT correspond à la vanne de barrage des eaux usées.

L'exploitant a transmis les plans des réseaux après l'inspection.

En cas d'incendie, d'après les plans transmis :

- la vanne de barrage des EU est asservie à la défense incendie et ces eaux sont envoyées dans le bassin de rétention des eaux d'extinction incendie,
- la vanne de barrage en aval du bassin est fermée sur place ou dans le local TGBT,
- les pompes de relevage sont arrêtées par coupure d'électricité.

La vanne de barrage en aval du bassin ne serait donc pas asservie à la détection incendie, ce qui est contraire aux prescriptions de l'article 7.7.9 de l'APC du 08/12/21. **Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.**

Les dispositifs d'isolement ne font pas l'objet d'entretien et aucune consigne en la matière n'a été mise en place. **Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.**

Constats de la visite d'inspection du 24/05/24

En cas d'incendie, le confinement des eaux d'extinction incendie est assuré par la fermeture des 2 vannes martelière :

- celle en sortie du nouveau bassin,
- celle existante au sud-est du site.

L'exploitant a transmis une attestation sur l'honneur indiquant que les 2 vannes martelières sont

des vannes électriques asservies à la défense incendie. Une procédure a également été mise en œuvre pour expliquer le principe de rétention des eaux d'extinction incendie.

La proposition de mise en demeure sur ce point est levée.

Par contre, l'exploitant n'a pas justifié que ces vannes faisaient bien l'objet d'entretien et de tests.

L'exploitant a indiqué que des devis étaient en cours pour cet entretien.

Fait avec suite 1. Il convient de transmettre les dispositions prises pour assurer l'entretien et les tests des dispositifs d'isolement ;

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Stockage des aérosols

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/03/2010, article Article 8.5.1.1. Règles d'implantation

Thème(s) : Risques accidentels, Stockage des aérosols

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite qui avait été actée : proposition d'APMD non signée au jour de l'inspection
- échéance qui avait été proposée : 2 mois

Prescription contrôlée :

Les produits inflammables sont stockés dans la cellule 4, dans une zone grillagée de 217 m².
Le grillage est en mailles suffisamment serrées pour retenir les projections des générateurs et suffisamment résistant et ancré au sol et sous toiture.
Les palettiers métalliques sont résistants à des températures élevées de l'ordre de 500 °C.

Constats :

Constats de la visite d'inspection du 08/06/23

Lors de la visite terrain, il a été constaté que les grillages autour des stockages des aérosols étaient ouverts à mi-hauteur à partir du sol alors qu'aucune activité de préparation n'avait lieu lors de l'inspection. L'exploitant a indiqué que les conditions d'exploitation ne lui permettaient pas de maintenir la zone grillagée entièrement fermée durant les heures d'exploitation.

Ces dispositions d'exploitation sont bien mises en œuvre dans des établissements avec ce même type d'activités.

Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.

Constats de la visite d'inspection du 24/05/24

Lors de la visite terrain, il a été constaté que la zone grillagée était bien fermée. Une affiche est apposée sur la grille demandant de maintenir la zone fermée après passage.

L'exploitant a indiqué que des devis étaient en cours pour automatiser l'ouverture et la fermeture

des portes.

La proposition de mise en demeure sur ce point est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Voie « engins »

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/12/2021, article 7.9.3

Thème(s) : Risques accidentels, Voie « engins »

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite qui avait été actée : proposition d'APMD non signée au jour de l'inspection
- échéance qui avait été proposée : 1 mois

Prescription contrôlée :

Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour :

- la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ;
- l'accès au bâtiment ;
- l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens ;
- l'accès aux aires de stationnement des engins.

Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir cette voie dégagée en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer cette voie en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini à l'article 7.9.10 du présent arrêté. Elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction.

Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;
- dans les virages, le rayon intérieur R minimal est de 13 mètres. Une surlargeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée dans les virages de rayon intérieur R compris entre 13 et 50 mètres ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;
- chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;
- aucun obstacle n'est disposé entre la voie « engins » et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens aériens et les aires de stationnement des engins.

Constats :

Constats de la visite d'inspection du 08/06/23

L'exploitant n'a pas transmis d'attestation de la conformité de la voie engins aux spécifications techniques de l'article 7.9.3 de l'APC du 08/12/21.

Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.

Constats de la visite d'inspection du 24/05/24

L'exploitant a transmis une attestation sur l'honneur indiquant que la voie engin respectait les dispositions de l'article 7.9.3 de l'APC du 08/12/21.

La proposition de mise en demeure sur ce point est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Aire de mise en station des moyens aériens

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/12/2021, article 7.9.4.1

Thème(s) : Risques accidentels, Aire de mise en station des moyens aériens

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite qui avait été actée : proposition d'APMD non signée au jour de l'inspection
- échéance qui avait été proposée : 1 mois

Prescription contrôlée :

Les aires de mise en station des moyens aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés). Elles sont directement accessibles depuis la voie « engins » définie à l'article 7.9.3 du présent arrêté.

Elles sont positionnées conformément au dossier de demande de l'exploitant et au plan en annexe 2, de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction. Elles sont implantées en dehors du flux thermique de 3kW/m^2 et ne sont pas impactées par la rétention des eaux d'extinction incendie.

Chaque aire de mise en station des moyens aériens respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 7 mètres, la longueur au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ;
- elle comporte une matérialisation au sol de type zébra avec mention « interdiction de stationner et/ou réservé aux services d'incendie et de secours » ;
- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens aériens à la verticale de cette aire ;
- la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et de 8 mètres maximum ;
- elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours ;
- l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm^2 .

Constats :

Constats de la visite d'inspection du 08/06/23

Les aires de mise en station des moyens aériens n'ont pas été réalisées, exceptée celle positionnée à proximité du mur REI 180 (nouvelle cellule 8). L'exploitant n'a pas justifié du respect des dispositions techniques applicables à l'aire de mise en station des moyens aériens de l'extension.

Il conviendra de justifier du respect des dispositions techniques (bon dimensionnement) de l'ensemble des aires de mise en station des moyens aériens, y compris celle de l'extension.

Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.

Constats de la visite d'inspection du 24/05/24

Les aires de mise en station de moyens aériens ont bien été réhaussées pour l'existant pour respecter la pente prescrite. La visite terrain a permis de constater leur matérialisation au sol.

La proposition de mise en demeure sur ce point est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Aire de stationnement des engins

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/12/2021, article 7.9.4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Aire de stationnement des engins

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite qui avait été actée : proposition d'APMD non signée au jour de l'inspection
- échéance qui avait été proposée : 1 mois

Prescription contrôlée :

Les aires de stationnement des engins permettent aux moyens des services d'incendie et de secours de stationner pour se raccorder aux points d'eau incendie. Elles sont directement accessibles depuis la voie « engins » définie à l'article 7.9.3 du présent arrêté. Elles sont positionnées conformément au dossier de demande de l'exploitant et au plan en annexe 2.

Les aires de stationnement des engins sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.

Chaque aire de stationnement des engins respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur au minimum de 8 mètres, la pente est comprise entre 2 et 7 % ;
- elle comporte une matérialisation au sol de type zébra avec mention « interdiction de stationner et/ou réservé aux services d'incendie et de secours » ;
- elle est située à 5 mètres maximum du point d'eau incendie ; – elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours ;
- l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum.

Constats :

Constats de la visite d'inspection du 08/06/23

Lors de la visite terrain, il a été constaté que la matérialisation de ces zones est bien réalisée.

L'exploitant n'a pas transmis d'attestation de la conformité de l'aire de stationnement des engins aux spécifications techniques de l'article 7.9.4.2 de l'APC du 08/12/21. Le bon dimensionnement de ces aires de stationnement n'a pas été justifié.

Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.

Constats de la visite d'inspection du 24/05/24

L'exploitant a transmis une attestation sur l'honneur indiquant que les aires de stationnement des engins respectaient les dispositions de l'article 7.9.4.2 de l'APC du 08/12/21.

La proposition de mise en demeure sur ce point est levée.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2021, article 7.5.2**Thème(s) :** Risques accidentels, Dispositions constructives**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 08/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite qui avait été actée : proposition d'APMD non signée au jour de l'inspection
- échéance qui avait été proposée : 2 mois

Prescription contrôlée :

Les dispositions constructives visent à ce que la cinétique d'incendie soit compatible avec l'intervention des services de secours et la protection de l'environnement. Elles visent notamment à ce que la ruine d'un élément de structure (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne conduit pas à l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu. [...]

L'ensemble de la structure est R60 (structure béton). Elle est R120 pour la cellule 7 (ossature béton SF 2h). Les éléments de structure à prendre en compte pour le calcul de stabilité sont les poutres, les poteaux, les portiques, les systèmes de contreventement, les éléments d'anti-flambement, les murs et panneaux porteurs, les planchers des niveaux, les poutres supports et tout autre élément participant à la stabilité de l'ouvrage.

Les murs extérieurs sont en bardage métallique double peau sur les façades à la périphérie du bâtiment. Concernant l'extension de l'entrepôt :

- les façades de la cellule 7 nouvellement créée sont des écrans thermiques REI120 ;
- la zone de quais +2°C est en bardage métallique double peau EI 15 ;
- le local froid, le local de charge et le pool palettes sont constitués de murs béton REI 120.

Les murs extérieurs pourvus de quais sont EI 15.

Le plan des façades et murs séparatifs des cellules de stockage est repris en annexe 3.

Le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3). Les éléments de support de couverture sont réalisés en béton de classe A2 s1 d0.

L'isolant thermique utilisé en couverture est de classe A2 s1 d0.

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe d0.

Les ateliers d'entretien du matériel sont isolés par une paroi et un plafond au moins REI 120. Les portes d'intercommunication présentent un classement au moins EI2 120 C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes).

À l'exception des bureaux dits de « quais » destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages, des zones de préparation ou de réception, des quais eux-mêmes, les bureaux et les locaux sociaux ainsi que les guichets de retrait et dépôt des marchandises et les autres ERP de 5ème catégorie nécessaires au fonctionnement de l'entrepôt sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage ou isolés par une paroi au moins REI 120. Ils sont également isolés par un plafond au moins REI 120 et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte présentant un classement au moins EI2 120 C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes). Ce plafond n'est pas obligatoire si le mur séparatif au moins REI 120 entre le local bureau et la cellule de stockage dépasse au minimum d'un mètre ou si le mur séparatif au moins REI 120 arrive jusqu'en sous-face de toiture de la cellule de stockage, et que le niveau de la toiture du local bureau est située au moins à 4 mètres au-dessous du niveau de la toiture de la cellule de stockage).

Le local de pause de l'extension est séparé des cellules d'un mur REI 120 qui arrive en sous face de toiture de la cellule de stockage. Le niveau de la toiture du local bureau est située au moins à 4 mètres au-dessous du niveau de la toiture de la cellule de stockage.

Les justificatifs attestant du respect des prescriptions du présent article, notamment les

attestations de conformité, sont conservés et intégrés au dossier prévu à l'article 2.6 du présent arrêté.

Constats :

Constats de la visite d'inspection du 08/06/23

L'exploitant a transmis un document de Eiffage construction France Nord en date du 10/03/23 attestant de la non ruine en chaîne des éléments de la structure et de non effondrement vers l'extérieur.

L'exploitant a transmis une attestation du constructeur indiquant que les éléments de la structure de la cellule 8 sont R120 et R180.

L'exploitant a transmis un document de SOPREMA attestant des points suivants :

- classe BROOF (t3) de la couverture et présence de la bande de protection de 5 m en matériaux A2S1d0 ;
- les matériaux de l'éclairage naturel sont Bs1d0 ;
- l'isolant thermique utilisé en couverture est du rockacier C nu incombustible.

Le respect des dispositions constructives du local de pause et de l'ensemble des murs extérieurs de la nouvelle cellule n'est pas justifié. **Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.**

Constats de la visite d'inspection du 24/05/24

L'exploitant a transmis des attestations de conformité concernant les dispositions constructives suivantes :

Les murs extérieurs et séparatifs du local de pause nouvellement créé entre la cellule C8 et la cellule quais surgelés sont REI120. Le plancher haut du local pause est lui aussi REI120.

Les murs extérieurs de l'extension sont REI 120.

La proposition de mise en demeure sur ce point est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Compartimentage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2021, article 7.5.3

Thème(s) : Risques accidentels, Compartimentage

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite qui avait été actée : proposition d'APMD non signée au jour de l'inspection
- échéance qui avait été proposée : 2 mois

Prescription contrôlée :

L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage, dont la surface et la hauteur sont limitées afin de réduire la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie.

Le plan des façades et murs séparatifs des cellules de stockage est repris en annexe 3.

Ce compartimentage a pour objet de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre.

Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes :

- Les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs REI 120 ; Le mur séparant le pool palette de la cellule 7 est constitué par une paroi REI 180.
- Les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs automatiques de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalant à celui exigé pour ces parois, à savoir EI 120, avec une classe de durabilité C2 pour les portes battantes. La fermeture automatique des dispositifs d'obturation (comme par exemple, les dispositifs de fermeture pour les baies, convoyeurs et portes des parois ayant des caractéristiques de tenue au feu) n'est pas gênée par les stockages ou des obstacles. Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi.
- Pour les murs extérieurs qui ne sont pas au moins REI 60 (murs extérieurs pourvus de quais), les parois séparatives de ces cellules sont prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 0,50 mètre de part et d'autre ou de 0,50 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi. La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1.
- Les parois séparatives dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement.
- Les murs séparatifs des cellules avec les locaux de charge sont REI120.
- Les bureaux sont séparés des cellules de stockage par des parois REI120 dépassant de 1 m.

La surface de la cellule 7 est de 3 603 m². Elle est localisée en pignon Nord-Ouest et attenante à la zone de quais +2°C. Il s'agit d'une chambre froide négative maintenue en température à -24°C. La cellule 7 ne dispose pas de mise à quai.

Une salle des machines pour la production de froid sera aménagée (technologie CO2 transcritique), accolée à la cellule 7 et isolée par une paroi REI120. Cette salle des machines ne contient pas d'ammoniac.

Un local de charge de 782 m² sera aménagé en façade Est de la cellule 7 et isolé par des parois REI 120 de la cellule de stockage et de la salle des machines. Les parois extérieures seront également constituées d'écrans thermiques REI120.

Le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérables depuis l'extérieur par des panneaux visibles depuis le sol, portant la mention» ou«Mur coupe-feu 2heures selon le cas.

Constats :

Constats de la visite d'inspection du 08/06/23

Le local de charge n'a pas été construit.

L'exploitant a transmis une attestation constructeur indiquant que les éléments de la structure du mur entre les cellules 7 et 8 sont REI 180 avec un prolongement latéral de 1 m sur la file G. L'attestation fait référence à un mur CF 120 file G entre 27 et 31 mais sans indiquer clairement à quoi cela fait référence.

Cette attestation ne permet pas de répondre à l'ensemble des dispositions de l'article 7.5.3 de l'APC du 08/12/21.

La matérialisation du degré de résistance au feu des parois séparatives de l'extension n'a pas été réalisée.

Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.

L'exploitant a transmis une attestation de conformité concernant les portes de l'extension qui

sont de classe EI12 120C, classe de durabilité C2 pour les portes battantes.

Constats de la visite d'inspection du 24/05/24

L'attestation constructeur transmise ainsi que le plan associé repère bien l'ensemble des murs et leur degré de résistance au feu dont le mur REI 180.

Il a été constaté lors de la visite terrain que la matérialisation du degré coupe-feu des murs avait bien été réalisée.

La proposition de mise en demeure sur ce point est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Local de charge et local froid de l'extension

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2021, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Local de charge et local froid de l'extension

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite qui avait été actée : proposition d'APMD non signée au jour de l'inspection
- échéance qui avait été proposée : 2 mois

Prescription contrôlée :

L'article 8.9.1.1 de l'AP du 23 mars 2010 est supprimé et modifié comme suit :

Article 8.9.1.1. Comportement au feu L'entrepôt est constitué de 2 locaux de charge d'une surface de 837 m² chacun. Ces locaux présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- murs REI 120 (coupe feu 2 heures : étanchéité aux flammes et aux gaz chauds, isolation thermique + résistance mécanique) dépassant d'un mètre par rapport à la toiture du local de charge ;
- couverture sèche constituée d'un support de couverture en matériaux A2s1d0 (incombustible). L'ensemble de la toiture (éléments de support, isolant et étanchéité) doit satisfaire la classe et l'indice T 30/1 (Broof(t3)), à l'exception de la surface dédiée à l'éclairage zénithal et aux dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion
- portes intérieures REI 120 (coupe-feu 2 heures : étanchéité aux flammes et aux gaz chauds, isolation thermique + résistance mécanique) et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ;
- porte donnant vers l'extérieur RE 30 (Pare-flamme 30 mn : étanchéité aux flammes et aux gaz chauds + résistance mécanique) ;
- pour les autres matériaux : classe A2s1d0 (incombustible) .
- Présence d'un puisard borgne permettant de collecter tout déversement accidentel,
- Présence d'une ventilation mécanique en partie haute asservie à la charge,
- Amenée d'air frais via une grille de ventilation naturelle en partie basse,
- La toiture du local sera de même nature que celle de l'entrepôt (classement au feu Broof t3).

Constats :

Constats de la visite d'inspection du 08/06/23

L'exploitant a transmis deux attestations constructeur pour le local froid indiquant que :

- les éléments de structure du local sont R120,

- les murs séparatifs sont CF 120.

Ces attestations ne permettent pas de répondre à l'ensemble des dispositions de l'article 9 de l'APC du 08/12/21.

Constats de la visite d'inspection du 24/05/24

L'exploitant a transmis les éléments justifiant du respect des dispositions de l'article 9 de l'APC du 08/12/21 pour le local froid : attestation d'EIFFAGE du 04/07/24 justifiant du caractère BROOF t3 de la couverture, couverture en matériaux a2s1d0, murs extérieurs REI 120.

Les portes donnant vers l'extérieur sont RE30.

Le local dispose d'une amenée d'air frais via une grille de ventilation en partie basse.

La proposition de mise en demeure sur ce point est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2021, article 7.9.6

Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite qui avait été actée : proposition d'APMD non signée au jour de l'inspection
- échéance qui avait été proposée : 2 mois

Prescription contrôlée :

Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est réalisé en matériau M0 stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur de 1 mètre, sans préjudice des dispositions applicables par ailleurs au titre des articles R. 4216-13 et suivants du Code du travail. La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 mètre.

Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute des dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.

Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.

Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.

L'exploitant prévoit au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés. Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage.

La commande manuelle des exutoires est installée en deux points opposés de chaque cellule de l'entrepôt, de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services

d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être accessibles en toutes circonstances depuis l'extérieur de la cellule. Une procédure décrivant les conditions d'accès depuis l'extérieur aux commandes de désenfumage est jointe au plan de défense incendie et est portée à la connaissance du SDIS.

Le logo ci-dessous doit être apposé sur les faces extérieures des issues de l'entrepôt se trouvant à proximité des commandes de désenfumage. La flèche doit indiquer le côté et la distance (2 m = exemple) où se trouvent les commandes par rapport à l'issue.

Les portes situées en façade donnant accès aux dispositifs de commande de désenfumage sont manœuvrables depuis l'extérieur.

Un plan de repérage des différents cantons est apposé à proximité des commandes de désenfumage. Les cantons de désenfumage sont identifiés à l'aide de pancartes en partie haute et centrale de chacun d'eux.

Des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées par les portes de quais des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur. Ces portes doivent pouvoir être ouvertes facilement et rapidement. Les conditions d'ouverture sont inscrites dans le Plan de Défense Incendie.

Dans la cellule 7, le désenfumage est fait par système d'aspiration. Les pléniums disposent d'une détection incendie. Il y a une amenée d'air frais par grille de ventilation en façade.

Constats :

Constats de la visite d'inspection du 08/06/23

L'exploitant a transmis une attestation de SOPREMA entreprises indiquant que :

- les cantons de désenfumage ont une superficie < 1650 m² et de longueur < 60 m,
- il y a au moins 4 exutoires à commande automatique et manuelle pour 1000 m² de toiture et la surface utile de ces exutoires est > 2% de la superficie de chaque canton de désenfumage,
- les exutoires ont une surface comprise entre 0,5 et 6 m² et sont distants de plus de 7 m des murs CF séparatifs,
- la superficie des amenées d'air est au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton pour chacune des cellules.

L'exploitant a transmis également une attestation de bon fonctionnement de l'installateur conformément aux dispositions de l'article 7.9.6 de l'APC du 08/12/21 ainsi qu'une attestation que chaque écran de cantonnement est réalisé en matériau A1 incombustible.

La prescription du dernier alinéa de l'article précité comporte une incohérence qui fera l'objet d'une modification lors d'un prochain APC. C'est la détection incendie qui est déclenchée par aspiration de fumée est non le désenfumage.

FSS 1. La matérialisation des commandes de désenfumage sur les faces extérieures des issues de l'extension n'a pas été réalisée.

Constats de la visite d'inspection du 24/05/24

La visite terrain a permis de constater que la matérialisation des commandes de désenfumage sur les faces extérieures des issues a bien été réalisée.

La proposition de mise en demeure sur ce point est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/21 article 7.9.7 - article 7.8.3
Thème(s) : Risques accidentels, Détection automatique d'incendie
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/06/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite qui avait été actée : proposition d'APMD non signée au jour de l'inspection • échéance qui avait été proposée : 2 mois
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Arrêté Préfectoral du 08/12/21 article 7.9.7</u> La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu. Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage. L'exploitant inclut dans le dossier prévu à l'article 2.6 du présent arrêté les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection La cellule 7 est équipée d'un système de détection haute sensibilité, relié au Système de Sécurité Incendie existant de l'entrepôt avec transmission de l'alarme à une société de télésurveillance extérieure. Un document synthétique précisant les conditions de validité de ce système est mis en œuvre à la mise en service de l'extension. Les détecteurs d'incendie doivent déclencher une alarme sonore et visuelle au niveau des cellules et dont le report est réalisé au poste de gardiennage ou au dispositif de télésurveillance.</p> <p><u>Arrêté Préfectoral du 08/12/21</u> <u>ARTICLE 7.8.3 - VÉRIFICATION PÉRIODIQUE ET MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS</u> L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats de la visite d'inspection du 08/06/23</u></p> <p>L'exploitant a transmis le PV de mise en service de la société FINSECUR (daté du 30/03/23). Celui-ci fait apparaître des non-conformités. Un rapport d'intervention en date du 15/05/23 indique que le système fonctionne partiellement.</p> <p>Il convient de transmettre un document justifiant de l'installation d'une détection incendie, conformément à l'article 7.9.7 de l'APC du 08/12/2021. Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.</p>

Constats de la visite d'inspection du 24/05/24

L'exploitant a transmis un rapport d'intervention de la détection incendie du 15 mai 2023. Celui-ci ne met pas évidence de non-conformités mais il indique que le système fonctionne partiellement.

Ce rapport reprend également une observation concernant un problème de fonctionnement de portes coupe-feu.

Concernant le système SSI, l'exploitant a indiqué qu'un détecteur déclenchait de façon intempestive dans la nouvelle cellule froide et a donc été mis hors service en attendant d'être remplacé par une autre technologie. En termes de mesures compensatoires, une surveillance permanente est mise en place. Ce point a été vérifié lors de la visite terrain.

L'exploitant a indiqué qu'un changement de sous-traitance était en cours concernant la détection incendie, et que dans l'attente la vérification semestrielle n'a pas été réalisée. **Une mise en demeure est proposée sur l'absence de vérification semestrielle.**

Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis un échange de courriel avec la coordinatrice SSI du site : la tête qui déclenchait intempestivement a été sortie de la centrale SSI et sera déposée physiquement et déprogrammée prochainement.

Le rapport de réception technique du système de détection incendie a été transmis par courriel du 19/07/24. Les 15 observations émises lors des essais de réception ont été soldées.

Concernant les portes coupe-feu, le dernier rapport de vérification des portes coupe-feu a été transmis par courriel du 30/05/24 (06 au 07 juin 2023). Ce rapport mettait en évidence des défauts ou anomalies pour les portes CF 31, 43, 17.

L'exploitant a transmis les justificatifs de réparation de ces portes sauf pour la porte 43. Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis le rapport de vérification des portes coupe-feu du 03 au 04/06/24. Ce rapport ne met pas en évidence d'anomalies.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2021, article 7.9.8

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite qui avait été actée : proposition d'APMD non signée au jour de l'inspection
- échéance qui avait été proposée : 2 mois

Prescription contrôlée :

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

La défense extérieure contre l'incendie sera assurée de telle sorte que les sapeurs-pompiers puissent disposer d'un volume d'eau de 720 m³ utilisable en 2 heures.

Afin de respecter ces dispositions, sont implantés:

- Des poteaux incendie publics ou privés dont un implanté à 100 mètres au plus du risque.
- Une ou des citerne ou réserve incendie d'un volume utile de 120 m³ minimum afin de compléter le volume d'eau non délivré par le réseau d'eau.

Il conviendra de justifier auprès du SDIS de la disponibilité du volume d'eau requis dans le cadre de la Défense Extérieure Contre l'Incendie, ce dès la mise en place des nouveaux points d'eau incendie créés dans le cadre du dossier d'extension de l'entrepôt. Cette justification devra être mise à jour tous les trois ans.

Les poteaux qui servent à l'extinction d'une cellule en feu sont installés hors des zones d'effets thermiques.

[...]

Constats :

Constats de la visite d'inspection du 08/06/23

L'exploitant a transmis un rapport de vérification des poteaux incendie en date du 18/04/23 pour 6 poteaux incendie. Ce rapport n'inclut pas la vérification des 2 nouveaux poteaux incendie. Les débits ont été mesurés uniquement en unitaire.

L'exploitant n'a donc pas été en mesure de justifier du débit requis pour la défense extérieure contre l'incendie, à savoir un volume d'eau de 720 m³ utilisable en 2 heures. La réserve incendie d'un volume utile de 120 m³ n'a pas été mise en place. **Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.**

Par ailleurs, les nouveaux poteaux incendie n'ont pas fait l'objet de reconnaissance opérationnelle initiale auprès du SDIS.

FSS 3. Il convient de procéder à cette reconnaissance auprès du SDIS.

L'entrepôt est bien équipé d'extincteurs.

L'exploitant a transmis un document de la société AAI attestant que la protection RIA du quai surgelé est conforme à la norme R5 et est fonctionnelle. A noter que la prescription suivante n'a pas été vérifiée: *«Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents».*

L'exploitant a transmis un document de la société AAI attestant que la protection RIA et le sprinklage sont conformes aux dispositions de l'article 7.9.8 de l'APC du 08/12/21.

L'exploitant a transmis un document de la société AAI attestant que la protection sprinkler de la cellule quai surgelée avait été réalisée selon le référentiel NFPA.

Constats de la visite d'inspection du 24/05/24

L'exploitant a transmis les deux attestations de réception des poteaux incendie implantés pour l'extension du bâtiment de Sailly-lez-Cambrai.

Les poteaux n° 6, 7 et 8 ont été testés en simultané.

Les mesures donnent en simultané les débits suivants : $160 + 148 + 148 = 456 \text{ m}^3/\text{h} \times 2\text{h} = 912 \text{ m}^3$

d'eau disponibles en 2 heures.

Ainsi le site dispose de plus de 720m³ d'eau utilisables en 2 heures.

La proposition de mise en demeure sur ce point est levée.

Type de suites proposées : Sans suite